

que tous les députés libéraux, le ministre y compris, qui y ont participé, à une exception près, n'ont pas fait preuve de sérieux à l'égard de cette importante motion et de ce grave problème qui inquiète le pays. Le ministre a énuméré une série de programmes futiles qui n'ont pas marché, comme l'ont démontré le député de Don Valley (M. Gillies), le député de Kingston et les Îles (M<sup>lle</sup> MacDonald) et d'autres. Cela montre le peu de sérieux des députés libéraux qui ont pris la parole, et du ministre.

Seul le député de Maisonneuve-Rosemont (M. Joyal) a fait un discours convaincu et sincère au sujet des problèmes et de l'agitation dans l'industrie de la construction. Je crois que c'était le point essentiel de ses remarques. J'ai demandé au député de Maisonneuve-Rosemont qui a contribué à cette agitation? A mon avis, le grand responsable a été le gouvernement ou le ministre des Finances (M. Turner) qu'il appuie. Le gouvernement qu'il appuie a piétiné et tourné en rond; il n'a pas enrayer l'inflation, il nous a plongés dans le marasme et, pendant tout ce temps, il a essayé de nous assurer que tout allait bien chez nous. La situation s'est détériorée au point où le ministre a finalement admis que nous faisons face à une crise économique. Les conflits syndicaux et l'agitation dont le député a parlé dépendent en partie de la crise de plus en plus grave à laquelle le Canada fait face et de l'instabilité et de la crainte que cette crise engendre. Je pense que le député le sait.

Le Canada éprouve des difficultés d'ordre économique. Comme le député de Don Valley l'a dit, les programmes de logement du gouvernement ont été élaborés en fonction d'une base et d'un principe économiques qui sont maintenant dépassés. Il est bon de se rappeler qu'au 1<sup>er</sup> avril 1975, les mises en chantier avaient diminué de 42 p. 100 par rapport à la même période l'année précédente. Rien n'indique que la série de programmes qui semblent tirés du tarif-album de la maison Eaton et que le ministre a mentionnés entraineront un revirement de la situation, et c'est ce qui est tragique.

Il est aussi tragique de constater que, malgré la gravité de la situation actuelle, nous avons en face de nous un ministre fatigué. J'ignore pourquoi il est fatigué.

**Une voix:** C'est parce qu'il a trop pêché.

**M. Baker (Grenville-Carleton):** J'ai l'impression qu'il est fatigué de lutter contre les autres membres du cabinet qui ne partagent pas ses opinions, peut-être bien intentionnées, sur la façon de résoudre ce grave problème.

D'autres députés ont parlé de leurs propres régions du Canada; j'aimerais parler de la mienne, celle de la capitale nationale. J'imagine que par rapport à d'autres régions du Canada, la région de la capitale est prospère. Cependant, nous avons certainement des problèmes nous aussi. Dans un article sur la grave pénurie de logements prévue à Ottawa publié dans le *Journal* d'Ottawa du 6 mai 1975, on disait que le maire Greenberg avait indiqué qu'il y aurait une pénurie sérieuse de logements de location, non seulement à Ottawa, mais dans toute la région. Le même jour, le *Citizen* d'Ottawa publiait un article lui aussi sur la même question. L'article disait en partie:

Le ralentissement de l'industrie de la construction de logements touche tout le Canada. A Ottawa, au cours des quatre premiers mois de l'année, on a délivré des permis pour la construction de 361 unités de logement seulement alors qu'on en avait délivré 2,835 pendant la même période l'année dernière.

Rappelons-nous qu'Ottawa n'est pas une grande ville. A mon avis, le maire Greenberg était plutôt optimiste dans son évaluation de la gravité de la crise. Cependant, il n'est

### Les subsides

pas nécessaire de parler au maire Greenberg ou à quelque autre représentant élu pour savoir que la crise du logement est grave. Il suffit de lire mon courrier. On m'écrit et on me téléphone constamment pour se plaindre de la difficulté d'obtenir un logement. Dans Grenville-Carleton, bien des gens sont obligés d'habiter des gratte-ciel parce qu'ils ne trouvent rien d'autre.

Les jeunes gens n'ont pas les moyens d'emprunter de l'argent. Même si leur salaire augmente tous les ans, ils ne gagnent pas assez pour pouvoir obtenir un prêt hypothécaire. Ils ne peuvent s'acheter de maison. Ils sont donc obligés d'habiter dans ces tours. Il y a des gens qui préfèrent demeurer là. C'est leur droit. Il ne s'agit pas d'eux ici, mais des gens qui sont obligés de demeurer là, qui voudraient une maison mais sont incapables de s'en acheter une.

Que se passe-t-il dans notre région? Le ministre d'État chargé des Affaires urbaines (M. Danson) se querelle avec le gouvernement régional au sujet des endroits qui seront aménagés. La situation dans la capitale nationale est terrible, mais le ministre discute, bataille avec la municipalité régionale ou la menace. Il voudrait agir à sa guise en ce qui concerne les programmes d'utilisation des terres. Je serais le dernier à refuser de croire que la région de la capitale nationale ne soit pas une responsabilité particulière du gouvernement fédéral. Mais cela ne veut pas dire que le ministre devrait obliger la Commission de la capitale nationale à se plier à ses désirs ou encore que le gouvernement fédéral ne devrait pas tenir compte des désirs de l'administration municipale élue par la population. Comme cette région est le centre de gravité du gouvernement fédéral, le ministre se doit d'autant plus de résoudre les problèmes qui se posent à Ottawa en matière d'habitation. Je sais qu'il assume la responsabilité d'autres régions également.

● (1620)

Pendant que nous ergotons sur la question de poursuivre le projet de Carlsbad Springs ou l'aménagement du secteur sud-ouest de la région de la capitale nationale, des gens attendent qu'on leur construise des maisons. On pourrait en ériger des milliers et des milliers dans le secteur sud-ouest de la ville.

Quelle réponse le ministre peut-il donner à la municipalité régionale qui a son propre plan officiel d'aménagement à cet endroit? Il prend la voie la plus facile en déclarant que cette municipalité se trouve du côté des vilains, des promoteurs. Cela ne cadre guère avec la position que prend le ministre d'État chargé des Affaires urbaines (M. Danson) lorsqu'il parle de l'expansion de la région de la capitale nationale. Tandis que cette lutte se poursuit, les gens attendent des maisons.

Certaines personnes semblent oublier—il y a deux ou trois choses que le député de Mississauga (M. Abbott) ne sait même pas, comment pourrait-il les oublier?—que le terrain dans la région de Carlsbad Springs a été acheté par le gouvernement de l'Ontario, dans le cadre d'un programme de banque de terrains, non pour être aménagé immédiatement, mais sur une période de 20 ans. Selon le plan officiel de la municipalité régionale, il doit être aménagé plus tard. Pourtant, le ministre d'État chargé des Affaires urbaines veut y construire des maisons en commémoration de Leda Clay, dans la municipalité de Gloucester, et il veut les construire tout de suite. C'est aller à l'encontre des désirs de la population locale.

Le ministre a eu à subir bien des manques de respect à cause de la position qu'il a prise. Au lieu de poursuivre la